

PRÉSENTATION

par Alain Caillé

Il y a beaucoup de raisons de s'opposer aux formes actuelles, ultralibérales, dérégulationnistes et anti-politiques de la mondialisation. La raison principale étant qu'elles s'accompagnent d'une tendance apparemment irrépressible à transformer toute chose, toute activité et toute relation humaine en marchandise. Mais toutes ces (bonnes) raisons ne sont pas nécessairement cohérentes entre elles. Si leur pluralité est une richesse, leur hétérogénéité constitue un obstacle à la construction d'alternatives plausibles, viables et durables. On doit donc se demander : qu'est-ce qui dans le discours de contestation de la *globalization* relève de la nostalgie impuissante ou de l'utopisme stérile ? Qu'est-ce qui, au contraire, est susceptible de rallier les suffrages d'une bonne partie de l'humanité et de dessiner, de manière effective et pas seulement dans le rêve ou le ressentiment, les contours d'un autre monde ? C'est à ce travail de clarification que ce numéro de *La Revue du MAUSS* s'attaque en organisant une confrontation entre analystes de bords théoriques et idéologiques bien différents.

L'histoire va si vite, même quand elle tourne en rond, l'état de l'opinion dominante se modifie à la fois si rapidement et si imperceptiblement, qu'il n'est pas inutile de fixer quelques repères chronologiques. Lorsque *la Revue du MAUSS* a décidé, il y a environ un an, de consacrer un numéro au thème de l'« autre mondialisation », la structure du champ politique et intellectuel était relativement claire et simple à déchiffrer. Avec toutes les nuances possibles au sein de chacun d'entre eux, il n'était pas trop difficile de regrouper les protagonistes du débat en deux camps principaux. D'un côté, très massivement dominants dans les médias et au sein des partis politiques, les partisans plus ou moins heureux et convaincus de la mondialisation sous sa forme économique libérale ou ultralibérale (libériste, diraient les Italiens); de l'autre, largement regroupés autour d'ATTAC ou du *Monde diplomatique*, de certains des Verts et de la Ligue communiste, ses critiques plus ou moins radicaux. Aux yeux des membres du premier camp, les partisans du second faisaient figure d'attardés bureaucratiques ou populistes du stalino-trotskysme, ou de doux rêveurs irresponsables. Aux yeux des anti-mondialisation, les partisans du premier camp apparaissaient comme les suppôts des grandes firmes et des banques transnationales, et les responsables de la dévastation de la planète. Persuadés quant à nous, d'une part, que la mondialisation représente l'aboutissement logique du capitalisme et qu'il n'y a pas grand sens à viser son abolition, mais, de l'autre, que la dérégulation généralisée en quoi a consisté concrètement et au premier chef la mondialisation produit des effets catastrophiques, il nous paraissait souhaitable de demander aux penseurs de bonne volonté des deux camps, au-delà des prises de positions idéologiques trop convenues, comment ils jugent possible d'articuler le possible et le souhaitable. Car une autre mondialisation est à coup sûr souhaitable, mais

laquelle ? Et laquelle est non seulement concevable sur le papier, mais effectivement plausible dans la réalité ?

Or ce qui frappe, à suivre ce débat d'un peu près, c'est à quel point les frontières entre les camps ont bougé et se sont estompées depuis un an, et plus particulièrement depuis l'été 2002. Le sens du changement est sans équivoque. Il témoigne d'une grande perte d'assurance des défenseurs de la mondialisation (ultra)libérale. Non qu'ils rejoignent, généralement et à une exception notable près, l'argumentaire d'ATTAC et du *Monde diplomatique* ; mais on sent le doute s'insinuer un peu partout dans les esprits, comme en témoignent d'ailleurs certains des articles écrits pour ce numéro. L'autre changement notable, et lié au précédent, concerne le rapport aux États-Unis. Indissociable jusqu'à il y a peu de l'adhésion à la mondialisation libérale, le soutien aux États-Unis a touché à son point culminant après le 11-Septembre. Il est désormais en chute libre même dans les secteurs de l'opinion européenne les mieux disposés à leur égard. L'unilatéralisme brutal de Bush, ajouté aux divers scandales et déconfitures qui ont fait s'écrouler l'indice Dow Jones et trembler les fonds de pension, a ruiné en quelques mois l'énorme crédit de sympathie et de confiance dont jouissaient les Américains¹. Il devient du coup de plus en plus difficile d'affirmer que puisque la mondialisation est bonne pour les États-Unis, elle doit l'être pour tous les pays du globe. Et l'exemple de l'Argentine, l'intervention américaine calamiteuse au Venezuela ou l'affaiblissement monétaire du Brésil précipité par une spéculation inquiète des perspectives d'un changement démocratique ne sont pas là pour redonner confiance dans la neutralité politique et démocratique de la *globalization*.

Mais revenons à l'exception notable que nous mentionnions à l'instant, car elle permet de poser le problème central dans toute son ampleur. Toute la presse française et internationale est restée incrédule et stupéfaite, partagée entre ricanements et acquiescement, en découvrant au Sommet de la Terre sur le développement durable de Johannesburg un Jacques Chirac plus écologiste que nature et que les Verts réunis, ou presque, et plus gauchiste, ou presque, qu'ATTAC. « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs », a-t-il déclaré, en appelant les pays riches à « une révolution écologique, la révolution de leurs modes de production et de consommation » à défaut de laquelle le XXI^e siècle pourrait devenir « pour les générations futures, celui d'un crime de l'humanité contre la vie ». Intolérable est le « scandale et l'aberration de la pauvreté de masse », a-t-il poursuivi, pour conclure sur la perspective d'un impôt mondial prélevé « sur les richesses engendrées par la mondialisation ». Plus rien n'étonne, il est vrai, chez

1. La prise de position suivante d'Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin et ancien secrétaire général de l'Élysée sous Mitterrand, est partagée plus ou moins explicitement par beaucoup d'analystes : « [Nous vivons dans] un monde global et dérégulé, avec une seule puissance dominante que j'ai qualifiée, par pur esprit d'analyse et non de critique, d'"hyperpuissance". Le 11-Septembre n'a pas incité les États-Unis à plus de multilatéralisme, au contraire. Ils pensent qu'ils "font le job", qu'ils "sont en charge" des affaires du monde et que c'est bien ainsi. La réalité de 2002 a rejoint la vision des Pères fondateurs sur le rôle des États-Unis, nation providentielle investie du combat perpétuel du Bien contre le Mal » (*Libération*, 7 et 8 septembre 2002, p. xix).

Jacques Chirac, capable de défendre en acteur professionnel hors pair et avec un même aplomb les causes les plus antithétiques, de l'ultralibéralisme, un temps, à la condamnation de la fracture sociale, de la bombe atomique française et du tout-nucléaire au plaidoyer pour l'écologie radicale, de la condamnation des mesures sociales qui entravent l'activité économique à la stigmatisation de la fracture mondiale. La presse, les Verts ou ATTAC ont eu beau jeu de faire remarquer que ces belles paroles, que ne renierait aucun de leur militants, n'engagent à rien et que toutes les mesures prises par la France sous la houlette de Chirac, par exemple l'« aide au développement », en constante régression, sont toujours allées en sens inverse. Certes. Mais on ne sache pas que les motions des Verts ou d'ATTAC, les déclarations d'intention de Porto Alegre aient beaucoup plus de poids ou d'effectivité que les proclamations présidentielles. Et quand bien même certaines des propositions de Chirac, par exemple celle d'une forme ou d'une autre de taxe Tobin, auraient fait l'objet d'un accord de principe à Johannesburg, on sait qu'il y a bien loin de la coupe aux lèvres. Que reste-t-il du sommet de Rio ou des accords de Kyoto ? Qu'est-ce qui sera effectivement appliqué des accords du sommet de l'OMC à Doha ?

Voici donc les problèmes, trois principalement, qui se posent à nous si nous essayons de réfléchir à l'état de la planète en voie de mondialisation (de *globalization*) et d'imaginer des lendemains qui laissent un peu de place à l'espoir :

— on constate que, sur le sujet, il est possible de dire à peu près tout, n'importe quoi et son contraire, avec la plus parfaite bonne foi bien souvent, tant l'articulation du possible et du souhaitable comme l'alliage des intérêts bien compris et des bons sentiments deviennent indéterminés ; faute de cran d'arrêt et de sanction palpable du réel, en dehors des cours de la Bourse, la rhétorique flotte et dérive librement ;

— ce qui rend particulièrement difficile la description des contours d'une « autre mondialisation », c'est le fait qu'elle semble impliquer toute une série de mesures spécifiques, locales, particulières et donc compliquées tant à énoncer qu'à mettre en œuvre ; réciproquement, une des grandes raisons, rarement dite, du triomphe du néolibéralisme et de sa force d'entraînement — outre tous les intérêts économiques et politiques massifs qu'il y a derrière —, c'est l'extraordinaire simplicité de son message : « Dérégulez, réduisez toutes les relations humaines à des relations contractuelles ou quasi contractuelles d'achat et de vente, et tout ira bien » ; et plus cette simplicité, assurément simpliste, apparaît simple, plus tout le reste semble compliqué² ;

— enfin, corollaire parfait des deux problèmes précédents, si les discours sur et de la mondialisation semblent en état d'apesanteur, si aucune politique économique alternative au néolibéralisme ne parvient plus vraiment à cristalliser et à faire système, c'est parce que les instances de la décision politique tout

2. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'une des raisons de l'attrait du totalitarisme sur les esprits, selon Hannah Arendt, c'est l'extraordinaire simplification qu'il permet d'opérer en réduisant toute chose à la logique d'une idée (simple) et que ce dont Hitler et Staline se faisaient gloire, avant tout, c'était de leur logique et de leur capacité à simplifier radicalement les problèmes.

court sont devenues de plus en plus introuvables et illocalisables. Non qu'elles n'existent plus. Mais elles sont tellement plurielles, diffractées, prises dans des hiérarchies enchevêtrées, le monopole des décisions légitimes qui caractérisait la puissance étatique a tellement volé en éclats depuis une vingtaine d'années, que plus personne n'est en mesure de dire, sur aucun sujet, qui décide effectivement de quoi.

C'est l'enchevêtrement de ces trois problèmes et la complexité à la fois théorique et pratique qu'ils engendrent qu'illustrent les articles que nous avons reçus. C'est de cette complexité que la construction de ce numéro tente de rendre compte dans l'espoir de la clarifier autant que faire se peut en faisant ressortir les enjeux principaux du débat.

PREMIER TABLEAU D'ENSEMBLE

Nous avons choisi de placer en premier quatre articles qui, réunis, couvrent à peu près tout le champ des problèmes soulevés à la fois par la mondialisation effective et par l'aspiration à une mondialisation alternative. On sait que *Zaki Laïdi* est un des principaux et des plus rigoureux analystes français de la mondialisation, soucieux par ailleurs, à l'écart de toute démagogie, de penser et d'impulser les réformes susceptibles aujourd'hui de redonner à la gauche prise sur une réalité de plus en plus mouvante notamment en raison de la mondialisation et de l'éclatement des sociétés en mondes vécus disparates que plus rien ne permet d'espérer rassembler sous une même symbolisation³. Il nous donne ici une étude synthétique très approfondie et la plus objective possible des processus contradictoires qui se font jour dans le cadre de la globalisation. La mondialisation, montre-t-il, est incontournable et d'ailleurs moins rejetée qu'on ne le croirait même par ceux qui pensent y être fortement hostiles⁴. Mais elle peine à faire sens et à se voir réappropriée, faite leur, par les divers peuples de la Terre, pour quatre séries de raisons principales.

1) Dans les pays du Sud, elle est trop rapidement identifiée à la colonisation et à la domination de sinistre mémoire.

2) De fait, on ne la voit guère modifier sensiblement la hiérarchie entre les nations. « Sur la base d'un indicateur de rattrapage des 17 pays de l'OCDE les plus riches du monde, on constate une très grande stabilité de la hiérarchie des nations. Les pays d'Asie du Sud-Est et du sud de l'Europe ont rattrapé leur

3. Chercheur au CERI (Centre d'études et de recherches internationales à Sciences Po, Paris), chroniqueur régulier au *Monde* et à *Libération*, Z. Laïdi est l'animateur intellectuel du club « En temps réel » qui, comme l'ancienne fondation Saint-Simon mais plus à gauche qu'elle, entend imaginer et impulser les réformes nécessaires à la société française et européenne.

4. En France par exemple, c'est la jeunesse qui se mobilise le plus contre la mondialisation. Mais c'est elle aussi qui lui est le moins hostile. Un sondage publié dans *Le Monde* et reproduit par Z. Laïdi indique que l'appréciation pessimiste des effets de la mondialisation croît avec l'âge. Entre 18 et 24 ans, l'appréciation positive est de 54%. Entre 25 et 34 ans, elle est de 48%. Elle chute à 34% pour les 35-49 ans et à 30% pour les 50-60 ans.

retard. En revanche, pour tous les autres, c'est l'inverse qui s'est produit », observe-t-il. Pire, elle a aggravé considérablement la situation relative de l'Amérique du Sud et, bien plus encore, celle de l'Afrique.

3) Corrélativement, la mondialisation est massivement identifiée à une aggravation des inégalités. Or même s'il est difficile d'affirmer qu'elle en est directement responsable (n'est-ce pas plutôt le progrès technique, demanderaient Paul Krugman ou Daniel Cohen?), il est peu douteux que celles-ci ne se soient considérablement accrues depuis une vingtaine d'années. Pour en rester aux États-Unis, citant le dernier livre de Kevin Philipps, Z. Laïdi note que « les inégalités se sont fortement accrues depuis la fin des années quatre-vingt. Alors qu'en 1982, la fortune des 400 Américains les plus riches atteignait les 230 milliards de dollars, ce chiffre passait à 2 600 milliards de dollars en 1999. De fait, 10% des Américains détiennent 40% des revenus américains contre près de 30% à la fin des années soixante-dix. [...] les États-Unis reviennent à une structure d'inégalités qui était celle des États-Unis à la fin des années vingt ».

4) Enfin, même dans les pays du Nord apparemment gagnants au jeu de la mondialisation, même aux États-Unis, malgré l'acceptation de principe générale de la logique mondialisatrice, on observe que le protectionnisme est assez massivement préféré au libre-échange. Un sondage montre qu'en dehors des Pays-Bas et de la Suède, où la préférence pour le protectionnisme est faible (30 et 36%), dans tous les autres pays, elle est très élevée : 46% en Allemagne, 56% aux États-Unis et en Grande-Bretagne, 58% en France, 62% en Australie. Il est vrai qu'il est plus facile d'accepter le principe général de la mondialisation que la fermeture près de chez soi d'une usine implantée depuis longtemps. La conjugaison de ces quatre séries de facteurs crée, selon Z. Laïdi, une « coalition hétéroclite d'intérêts » hostiles à la mondialisation. « Par le fait qu'elle n'est articulée à aucune grammaire collective, conclut-il, la mondialisation apparaît vulnérable à toutes les contestations. » Mais quelle grammaire collective, quelle sémantique plutôt serait susceptible de donner sens à la mondialisation et de permettre son appropriation symbolique ?

La réponse la plus séduisante est celle que développe depuis de nombreuses années *Edgar Morin* en nous appelant à nous sentir membres d'une société-monde dont il décrit la gestation en cours sans rien occulter des difficultés de l'accouchement. Car « la mondialisation a installé l'infrastructure d'une société-monde qu'elle est incapable d'instaurer. Nous avons les soubassements mais non l'édifice. Nous avons le *hardware* et non le *software* ». L'élaboration du *software* suppose l'adoption d'une politique de la civilisation et de l'homme. Une politique qui rompt résolument avec le mythe du développement sous toutes ses formes, *sustainable*, durable ou convivial, poursuit Morin en référence aux positions de Serge Latouche, pour privilégier délibérément les dimensions de qualité de la vie. Le problème est qu'une telle société-monde ne saurait exister sans une forme de gouvernance et que la seule qui semble se présenter est celle d'une gouvernance impériale américaine, incapable par elle-même d'entraîner la conversion des esprits nécessaire à l'éclosion d'une citoyenneté mondiale. Où trouver les ferments de cet esprit du monde en marche ? Dans

les bonnes volontés qui se mobilisent au sein des associations, des ONG et de la société civile mondiale, sans doute. Mais voilà qui laisse entières deux questions inéluctables : comment les ONG s'insèrent-elles en pratique dans le jeu décisionnel mondial ? De quelle représentation de l'humanité et de la société-monde sont-elles effectivement porteuses ?

Sur le premier point et plus généralement sur la question de la « gouvernance » politique de la mondialisation, le remarquable article de *Christian Chavagneux*, le rédacteur en chef de la revue *L'Économie politique* (liée à *Alternatives économiques*), apporte une ample moisson de réflexions et d'analyses peu connues en France. La question centrale, qu'il pose avec une grande force, est simple et décisive : « Qui détient assez de puissance pour fixer les règles du jeu politiques et sociales de la mondialisation économique ? » Il y distingue quatre séries de réponses. La première défend l'idée que la puissance serait largement passée des États à la société civile et aux associations. Or si elles ont gagné d'être considérées comme des interlocuteurs sérieux, elles sont encore loin de la puissance effective. La deuxième conteste que les États aient réellement perdu de leur puissance. Elle n'est guère tenable. La troisième, plus fine mais trop indéterminée, met en lumière l'hybridation croissante des États, du privé et de forces para-étatiques. La quatrième réponse « conserve l'idée de normes hybrides, mais élargit le champ de l'analyse en cherchant à mesurer l'influence politique d'un vaste ensemble d'acteurs étatiques et non étatiques (organisations internationales, firmes multinationales, diasporas, ONG, mafias, chercheurs) » et débouche sur quatre résultats principaux : la mise en lumière de l'hégémonie des États-Unis, l'émergence d'une « gouvernance privée », l'apparition de zones de non-gouvernance, l'idée que l'état du monde actuel « n'est le résultat de stratégies délibérées de personne » (pas de complot...). Cette description et cette classification sont très éclairantes. Mais en tant que telles, elles laissent entières la question de savoir dans quelle direction et au nom de quoi les acteurs vertueux de la gouvernance mondiale hybride, institutions internationales, ONG et États pas trop voyous, pourraient tenter d'infléchir la mondialisation ultralibérale ?

Pour parachever ce premier tableau d'ensemble du débat sur la mondialisation, nous avons placé ici la présentation à la fois louangeuse et critique que nous donne *Pascal Combemale* du livre de Joseph Stiglitz qui défraie la chronique, *La Grande Désillusion* (Fayard, 2002). Difficile de trouver une critique plus sévère et mieux informée des politiques dérégulationnistes ultralibérales mises en œuvre par le FMI que cette charge implacable d'un prix Nobel d'économie keynésien, ancien conseiller de Bill Clinton et ex-numéro 2 de la Banque mondiale. Restait toutefois à systématiser l'argumentaire parfois un peu répétitif et flou de Stiglitz⁵. Et reste aussi, une fois mises en lumière

5. On ne saurait surestimer l'importance au moins pratique du livre de Stiglitz. Il a forcé le FMI à en rabattre considérablement de son dogmatisme et à amorcer même timidement une autocritique. La garantie d'une aide au Brésil quel que soit le résultat de l'élection présidentielle s'inscrit dans le sillage de la quête de relégitimation du FMI rendue nécessaire par le brûlot de Stiglitz. Si le chef du PT, Lula, gagne effectivement les élections sans que se déclenche aussitôt →

les impasses dangereuses dans lesquelles nous conduit l'idéologie ultralibérale qui domine les institutions internationales, à se demander quelle autre mondialisation économique est possible.

LE DÉBAT : UN AUTRE MONDE (ÉCONOMIQUE) EST-IL POSSIBLE ?

Telle était et demeure notre question initiale. Celle que nous avons détaillée en plusieurs sous-questions pour l'adresser à un certain nombre d'économistes représentatifs des divers camps qui s'affrontent. Pourquoi des économistes (ou des analystes auxquels on demandait de répondre sur l'économie)? La mondialisation est loin de comporter uniquement des dimensions économiques, Edgar Morin et, plus loin dans ce numéro, François Fourquet y insistent assez. Et il ne manque pas de travaux sur la mondialisation culturelle (par exemple ceux de Warnier, d'Appadurai ou le MAUSS n° 13) qu'il faudrait ici mobiliser. Mais on ne saurait parler de tout. Et il est peu douteux que la mondialisation se présente d'abord et au premier chef comme une force et une forme avant tout économiques qui s'imposent à tous les pays, si bien qu'il est peu vraisemblable qu'on puisse imaginer une autre mondialisation qui ne soit pas d'abord une autre mondialisation économique. Renvoyons le lecteur au début de cette partie du numéro pour connaître le détail des questions, et bornons-nous à indiquer ici que notre questionnaire demandait à nos aimables interlocuteurs de bien vouloir : 1) dresser un constat de la mondialisation – est-elle bonne, est-elle mauvaise? 2) l'analyser – en quoi est-elle réellement nouvelle? 3) indiquer les politiques économiques actuellement souhaitables ; 4) à plus long terme, dessiner les traits d'une gouvernance économique mondiale désirable ; 5) s'interroger sur la possibilité d'une « autre économie », et 6) sur les valeurs sur lesquelles l'appuyer. On n'était pas obligé de répondre à tout.

Les réponses que nous avons reçues sont suffisamment claires, concises et toniques pour qu'il ne soit guère utile de les résumer. Mais il sera peut-être éclairant de les regrouper de manière idéal-typique (et donc caricaturale) en quatre types de positions : a) le refus de la mondialisation en général ; b) le refus de la mondialisation capitaliste ; c) l'appel à une réforme des organismes internationaux (le réformisme pragmatique) ; d) l'espoir d'une mutation politique et même éthique (le réformisme réaliste avec idéal).

a) Le refus de la mondialisation

Serge Latouche occupe à lui tout seul (mais rappelons-nous le soutien d'E. Morin), et avec le brio et la constance qu'on lui connaît, la première position.

→ une tempête financière risquant de le balayer très vite (impossible de le savoir au moment où j'écris ces lignes, fin septembre, AC), il le devra indirectement à J. Stiglitz. Or la victoire de Lula peut avoir des conséquences incalculables. Elle est de celles qui peuvent changer la face du monde en faisant entrer le plus grand pays d'Amérique latine dans le cercle des pays qui comptent économiquement et aussi, surtout, symboliquement (et pas seulement au football).

De même, soutenait-il hier, qu'il n'y a pas d'autre développement que le développement réel (comme il n'y avait pas d'autre socialisme que le socialisme réel) – d'où le cataclysme insoutenable et oxymoresque de l'idée de développement... soutenable –, de même il n'y a pas d'autre mondialisation possible que la mondialisation réelle, et celle-ci implique le triomphe universel de l'imaginaire et de la réalité économiques. D'ailleurs l'idée d'« un » monde alternatif est elle-même repoussante, car le monde ne vaut que par sa dimension de pluralité. Aussi bien n'y a-t-il pas lieu de viser une autre mondialisation. Les perspectives de l'économie solidaire et du tiers secteur sont illusoire, simples béquilles de la mondialisation capitaliste en faveur desquelles peuvent plaider aussi bien les dirigeants du FMI que les militants associatifs sincères. Le seul objectif qui ait du sens est celui de la décolonisation des esprits de l'imaginaire économique et celle-ci implique que nous acceptions la perspective non pas de toujours plus de croissance, censément apportée par la mondialisation, mais, au contraire, d'une décroissance librement consentie et choisie. Il n'est pas sûr que cet appel à la détumescence générale soit politiquement très efficace à court terme. Mais, sachant que le mode de vie occidental est probablement insoutenable à terme et le serait à coup sûr s'il devait être généralisé à l'ensemble de la planète, il est difficile de ne pas soulever la question; et il faut être reconnaissant à S. Latouche et à ses amis du cercle François Partant – dont nous reproduisons le projet de *Manifeste* – de la poser avec acuité. Mais une autre question demeure – toujours cette question du sens et de la syntaxe : au nom de quoi décroître? et pour quoi faire?

b) *Le refus de la mondialisation capitaliste*

Le deuxième camp, anti-capitaliste, est ici représenté par *Dominique Plihon*, président du conseil scientifique d'ATTAC, et *Toni Negri*, dont le dernier livre, *Empire* (écrit avec Michael Hardt et qui analyse la structure devenue impériale de la mondialisation – au-delà même des avantages tangibles qu'en retirent les États-Unis) fait fureur et alimente de multiples débats outre-Atlantique⁶. « La tentative, nous dit Negri, de s'opposer de manière frontale et radicale à la mondialisation en cours n'a pas de sens. Les processus de mondialisation ont largement dépassé le point de non-retour [...] D'autre part, le fait d'accepter la mondialisation politique pour mieux la réguler n'est pas non plus envisageable; et si cela l'était, je ne verrais aucune raison pour le faire. Ce qui pose en effet problème, ce n'est pas la mondialisation mais la mondialisation capitaliste, néolibérale [...] Comment agir contre le pouvoir capitaliste qui est en train de se réorganiser dans la mondialisation? » commence-t-il par se demander. La position que résume cette question – l'acceptation d'une mondialisation mais sans capitalisme – n'est pas en fait si différente qu'il peut

6. Cf. la critique que lui consacre Mitchell Cohen dans le dernier numéro de *Dissent* (été 2002), « An Empire of Cant ».

sembler de celle de S. Latouche. Mais c'est pour sa part sur les ressources de l'association, de la multitude associée pourrait-on dire, que Negri fait fond. « C'est sur ce genre de coopération sociale et productive, conclut-il, qu'il faut s'appuyer pour redéfinir un projet de résistance et donner une forme à un nouveau projet de société du commun – un nouveau communisme. Il s'agit donc de n'opposer au développement capitaliste rien d'autre que le travail de la multitude. Je crois que le travail de la multitude, défini comme "commun", est différent tout à la fois du "privé" et du "public". Dans cette perspective, il ne s'agit donc pas simplement de mettre fin à cette terrible vague de privatisations – plus ou moins mafieuses – qui ont caractérisé les saisons néolibérales. Il s'agit surtout de construire, contre la prétention des États et des administrations bureaucratiques, des formes de gestion du commun qui puissent devenir des styles de vie et de production. » Mais n'est-ce pas, ici posée, la question d'une possible économie solidaire qui apparaît ? celle contre laquelle S. Latouche rompait des lances ?

Il faut être reconnaissant à Dominique Plihon d'avoir accepté de jouer le jeu des questions-réponses pour présenter un point de vue qui est, bien sûr, d'abord le sien, mais qui, étant donné sa position, est aussi représentatif de celui d'ATTAC. Trois points forts se dégagent de son exposé. Tout d'abord, « l'objectif n'est pas d'interrompre le processus séculaire de mondialisation : ce n'est ni possible, ni souhaitable ! C'est plutôt de redéfinir une autre mondialisation, en rupture totale avec la logique qui est actuellement au cœur du capitalisme actionnarial et mondialisé ». En quoi doit consister cette « rupture totale » ? Quoique conscient de toutes les récupérations dont ce terme fait l'objet, D. Plihon pense qu'il doit consister en l'établissement d'un authentique développement durable, ce même « développement durable » qui semble à S. Latouche être une contradiction dans les termes. « Pour résumer, écrit D. Plihon, le développement durable doit être un développement économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié. » Ce qui donne toute sa charge, enfin, à ce mot d'ordre, et qui l'empêche de retomber au niveau du slogan rhétorique, c'est la désignation d'un adversaire précis contre lequel cet objectif doit être gagné : « Notre analyse est que c'est principalement l'emprise de la finance globalisée et des détenteurs du capital financier qui est l'élément moteur du processus contemporain de mondialisation [...] Il faut donc commencer par s'attaquer aux effets pervers de la globalisation financière si l'on veut promouvoir une autre mondialisation. » On reconnaîtra l'évocation de la taxe Tobin qui a donné son nom et sa raison d'être officielle à ATTAC. Qu'il faille introduire une régulation du système financier international, sous la forme d'une taxe Tobin et/ou une autre, de plus en plus d'auteurs en tombent d'accord (sans compter Jacques Chirac). Faute de place, D. Plihon a préféré ne pas développer ici le problème pourtant crucial des instances politiques internationales susceptibles de mettre en œuvre de telles mesures de régulation et de lutter effectivement contre ce qu'il appelle le capitalisme actionnarial.

c) Le réformisme pragmatique

C'est cette question, au contraire, qui est au cœur des analyses de *Pascal Lamy* et *Daniel Cohen*, et qui dessine une troisième position sur l'échiquier du débat, une position qu'on pourrait qualifier de réformiste pragmatique. « À l'heure actuelle, écrit le premier, l'espace mondial de la régulation n'existe que sous la forme d'îlots de gouvernance plus ou moins développés et mal reliés les uns aux autres – les multiples organisations internationales –, et celui de la redistribution est un chantier hypothétique que signe l'échec patent des politiques d'aide au développement. Or, si le monde tend un jour à former société, cela impose de disposer d'un dispositif solide, efficace et démocratique pour assurer l'arbitrage de certains choix collectifs. En l'absence de démocratie mondiale – si tant est que les modèles de démocratie nationale dont nous disposons soient parfaits –, il faut imaginer le type d'articulation et le type de relais que peut offrir la société civile à une société politique mondiale inexistante. » On ne s'étonnera qu'à moitié que Pascal Lamy, commissaire européen chargé du commerce, et à qui il faut être reconnaissant de permettre, grâce à son habileté, à l'Europe de faire jeu égal (au moins symboliquement) dans les négociations commerciales avec les États-Unis, tente de nous convaincre que la gouvernance mondiale à bâtir devrait prendre exemple sur l'Union européenne, qui « manifeste la capacité des sociétés nationales à construire ensemble des règles à l'échelle de la communauté de valeurs et d'intérêts ». Mais comment étendre ce modèle à l'échelle du globe où règnent des inégalités autrement plus fortes qu'en Europe ? En recherchant un développement durable, répond P. Lamy. Est-ce le même « développement durable » que celui de D. Plihon et d'ATTAC ?

Pour sa part, Daniel Cohen, après s'être interrogé comme nous le lui avions demandé sur le bilan économique de la mondialisation (plus délicat à établir qu'il n'y paraît), esquisse sur ce même thème des propositions quelque peu provocatrices et tout à fait intéressantes. « Dès lors que l'idée d'un gouvernement démocratique du monde est (provisoirement) abandonnée, la forme en laquelle un cadre politique mondial puisse exister ne peut guère être que celle d'agences publiques mondiales qui soient garantes de "l'intérêt public". » « Il paraîtra étonnant de proposer en réponse aux critiques exprimées à l'encontre de l'OMC ou du FMI un modèle qui en reprenne la structure. Mais tel est le point à méditer », nous dit-il. Et il ajoute : « Il devrait être possible de penser la gouvernance du monde à partir de quelques grandes "agences publiques mondiales" qui incluraient à côté de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, une OMS et un BIT aux pouvoirs renforcés ainsi qu'une grande agence de l'environnement qui reste à créer. Outre leur expertise dans leur propre domaine, la véritable rupture serait atteinte lorsque chacune de ces agences parviendrait à fixer des règles qui fassent obligation aux autres. » Pourquoi pas, somme toute ? Il faut bien commencer par bâtir des embryons d'État mondial par un bout ou par un autre. On s'étonne quand même du côté technocratique de cette vision, qui ne voit que la dimension administrative du problème et fait l'impasse sur le plan politique : connaissant Daniel Cohen, et sa finesse d'analyse habituelle, on

suppose que le manque de temps et de place n'y est sans doute pas pour rien. Une sorte de commission de Bruxelles démultipliée ? Ce n'est pas cela qui va galvaniser les peuples et leur permettre de « s'approprier la mondialisation » pour en revenir à la question de Z. Laïdi, même si, comme le suggérait notre ami Pierre Bitoun, dans un précédent numéro du MAUSS (« Un contrôle démocratique de la science est-il possible ? », n° 16, 2^e semestre 2000), on inclut dans ces organismes de « gouvernance » mondiale une représentation des ONG. L'administration (des choses) ne saurait remplacer la politique (des hommes). D'où la nécessité d'explorer d'autres voies.

d) Un réformisme réaliste avec idéal

On débouche ainsi sur une quatrième position (idéal-typique, cela va sans dire), qu'on pourrait qualifier de réformiste réaliste-idéaliste. Elle prend acte du monde tel qu'il est et de ses contradictions, mais elle ne renonce pas d'emblée à toute tentative de lui redonner du sens.

Prendre acte du monde tel qu'il est, c'est ce qui conduit *Jacques Généreux* à contester le titre même de ce numéro en forme de question. Se demander « quelle autre mondialisation ? », nous dit-il, c'est en fait se demander en sous-main si est possible et souhaitable une autre économie que l'économie capitaliste. Or ce débat est un faux débat, qui présuppose l'unicité et l'homogénéité d'une essence *du* capitalisme, à laquelle on serait sommé de s'opposer ou de se rallier en bloc, alors que la seule question pertinente est celle de la diversité des capitalismes possibles. C'est ici que réapparaît la question des régulations politiques. Et tout d'abord des régulations politiques nationales dont J. Généreux nous montre l'énorme marge de choix et de jeu qui leur reste ouverte, même s'il ne ferme pas la place à la perspective d'une possible et souhaitable coordination entre deux ou trois importants pays européens. Nous est ainsi donné un vigoureux plaidoyer pour un *social-isme*, soit un socialisme qui n'oublie pas qu'il parle au nom du social avant de parler économie.

Sur cette position réformiste réaliste-idéaliste, mais par une tout autre entrée, on retrouvera, avec celle d'Alain Caillé et Ahmet Insel, la contribution de *Jean Baechler* – à qui nous avons demandé de porter les couleurs du camp libéral⁷. Elle est très systématique et puissamment conceptualisée, comme toujours. Espérons que, malgré la clarté du style, elle ne déroutera pas les lecteurs qui ne sont pas familiers des catégories baechlériennes. La mondialisation serait optimale s'il n'y avait qu'un régime politique, une « polittie », unique, nous explique-t-il. Tel n'est pas le cas. Nous avons affaire à une « transpolittie », mais chaotique et biaisée par une « hégémonie américaine *sans* impérialisation ». « La suboptimalité de la transpolittie actuelle n'est pas douteuse, poursuit Baechler. Elle

7. Soyons francs, nous n'avons pas repéré d'économistes ultralibéraux dont il nous intéressait de connaître plus avant les analyses. Nous nous sommes aussi adressés à Guy Sorman qui a l'avantage de joindre une plume alerte à une réelle connaissance du monde, et donc à une capacité à désidéologiser son propre camp. Mais il n'était pas disponible.

ouvre sur une alternative réelle, entre des stratégies susceptibles de l'aggraver encore plus et d'autres capables de la réduire. » Que faire pour éviter l'aggravation ? Viser une « polittie planétaire démocratique est à peine moins irréaliste que le marché mondial apolitique des idéologues libertariens. Le constat paraît favoriser l'acceptation du monde tel qu'il est. La résignation à la suboptimalité manifeste de ce monde produit par des décennies, des siècles et des millénaires d'histoires chaotiques peut satisfaire les principes de prudence et de précaution, mais il blesse l'humanisme », constate Baechler. Reste une seule solution : « [...] une configuration très particulière de la transpolitie, où de cinq à sept politties, dont aucune n'est assez puissante pour l'emporter sur la coalition de toutes les autres, s'équilibrent les unes les autres et développent des stratégies défensives de maintien ou de restauration de l'équilibre [...] On peut plaider que l'histoire a procuré les prémisses d'une transpolitie oligopolitaire à l'échelle planétaire. Les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie sont déjà des politties constituées. L'Europe pourrait en devenir une. On voit mal quelle pourrait être la contribution de l'Asie antérieure et pas du tout celle de l'Afrique. Personne ne connaît l'avenir, mais militer en faveur d'une "quasi-polittie oligopolitaire planétaire" est un objectif réaliste sur trois ou quatre générations, c'est-à-dire pour le XXI^e siècle. C'est, en plus, un projet qui va dans le bon sens de la mondialisation, celui où l'unification politique permet au marché économique de contribuer le plus efficacement aux fins de l'homme. » Cinq à sept politties ? C'est presque autant que Huntington distingue de grandes civilisations en conflit potentiel. Et, en effet, plutôt que de viser à la disparition du politique dans un universalisme technocratique aseptisé, et très certainement catastrophique, pourquoi ne pas pousser à la (re)constitution d'ensembles politiques culturellement et symboliquement significatifs ?

C'est en partie dans cette direction que vont également *Alain Caillé* et *Ahmet Insel* qui, soucieux de répondre aussi eux-mêmes aux questions qu'ils posaient aux autres, ont fini par rédiger un texte assez systématique et synthétique (je n'ai pas peur de le dire. AC). Retenons-en ici quatre idées principales. La première est que si nombre de débats sur la mondialisation sont si confus, c'est parce qu'ils ne distinguent pas entre internationalisation et mondialisation (l'internationalisation sans ou contre les États et les nations). En un mot, la première est souhaitable, la seconde non. L'écart entre les deux est désormais suramplifié et rendu manifestement dangereux par l'explosion de l'hyperpuissance américaine, qu'il va nous falloir apprendre à regarder en face, sans nostalgie passiste ou totalitaire d'aucune sorte, mais sans complaisance non plus. Face à cette hyperpuissance, les bonnes intentions et les proclamations hypocrites sur l'humanisme social de l'Europe sont clairement insuffisantes. La question se pose avec acuité de la constitution de l'Europe (une des « politties » de la « transpolitie » de Baechler) en puissance politique effective. Les auteurs plaident pour que les Français acceptent enfin de débattre des propositions allemandes, et du plan de Joshka Fischer – qui prévoit la constitution d'une petite Europe politique effectivement unie, politiquement, diplomatiquement et militairement, à partir d'un noyau restreint –, en mettant de côté leur crainte de l'Allemagne et

en étant prêts à accepter que la langue de travail de cette Europe politique ne soit pas le français ou un quelconque volapük, mais celle que la nécessité impose d'évidence : l'anglais. Enfin, il leur paraît clair qu'il n'y aura pas d'appropriation de la mondialisation par les peuples, pas d'« autre mondialisation », sans une forte implication non seulement des fonctionnaires internationaux ou même des militants des grandes ONG mais, bien plus généralement, des hommes et des femmes « ordinaires ». Or rien ne saurait les relier, leur donner du sens, les faire participer à un projet commun internationalisable, sinon l'énoncé de quelques règles éthiques minimales partageables et qui fassent sens aussi bien du point de vue des religions héritées que des morales laïques. Les auteurs se hasardent à esquisser dans cette perspective dix commandements éthico-politiques, un « décalogue » provisoire et minimal qui leur semble n'être rien d'autre que l'explicitation de l'éthique sous-jacente tant des militants anti-mondialisation que de ceux qui cherchent une mondialisation plus humaine. À discuter, bien sûr. Et pour discuter.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES INTERMÉDIAIRES

On pourrait résumer l'ensemble des difficultés que suscite la mondialisation en disant qu'elles procèdent toujours, sous une forme ou sous une autre et pour l'essentiel, de la distorsion croissante entre l'échelle de l'économie et celle du politique. Si paroles, discours et analyses semblent sans prise sur elle, si aucune politique économique régulationniste cohérente ne semble s'esquisser de manière claire, c'est avant tout parce que font défaut les entités politiques qui seraient en mesure de traduire paroles, passions et valeurs en actes. D'où la nécessité d'interroger plus avant les dimensions politiques de la mondialisation. Les articles de C. Chavagneux et de J. Baechler nous ont bien montré dans quelle direction cet approfondissement doit être mené. On ne peut pas aller beaucoup plus loin dans le cadre de ce numéro. Quatre éclairages complémentaires sont néanmoins nécessaires.

Nous remercions les éditions La Découverte de nous avoir autorisés à reprendre ici, en « bonnes feuilles », l'avant-propos du dernier livre d'Alain Joxe, *L'empire du chaos. Les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide* (2002), qui jette un jour aigu et original sur le présent débat. D'abord, en suggérant comment dans la mondialisation en cours il entre une part de « stratégie de spatialisation de la violence des pays dominants expulsant vers le Sud les causes les plus fortes de violence [...] ce que les pays du Nord n'avaient pas su faire au cours des deux guerres mondiales ». Et puis, en affrontant directement le problème de plus en plus lancinant, on l'a vu, que représente l'hyperpuissance américaine. Si elle fait tant problème, montre A. Joxe, c'est parce qu'elle ne se déploie pas selon les formes impériales classiques, qui impliquent un contrôle politique, mais au contraire par l'évitement des responsabilités de protection des sociétés et par une stratégie de « répression des symptômes de désespoir – plutôt que d'attaque des causes – qui mène tout droit à

l'impasse ou à l'avènement d'un régime anti-démocratique mondial ». L'empire ne repose pas sur la domination mais sur le chaos qu'il instille et dont il se nourrit en retour. Et l'empire du chaos qui se constitue ainsi ne naît pas, précisez bien utilement A. Joxe, avec Bush Junior. Il est le fruit d'une stratégie globalisante déjà ébauchée sous Clinton⁸.

Sans que l'on perçoive encore parfaitement comment et à travers quelles médiations concrètes, on sent bien qu'il existe un lien étroit entre le chaos qui monte et l'explosion des intégrismes dans le monde islamique notamment ou des populismes de droite en Europe. Comment expliquer l'accession au pouvoir de Jörg Haider, la victoire récente de la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas et la sidérante présence de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle française ? Nombre de politologues ont montré comment le ralliement des partis de gauche à la rhétorique du libéralisme économique et l'oubli des revendications de leur électorat traditionnel leur ont massivement aliéné les classes populaires. Mais ce n'est qu'une partie de la vérité. Et en rester à des vérités partielles est dangereux. Il serait dangereux, notamment, de conclure que les peuples n'ayant pas su s'adapter aux contraintes objectives de la mondialisation, il conviendrait, en quelque sorte, de changer de peuple. Ou, au minimum, de stigmatiser le « populisme » de ceux qui cherchent à en rallier les suffrages. Plus en profondeur, *Chantal Mouffe* montre comment le principal facteur du succès du populisme de droite tient au contraire à ce discours stigmatisant, à cette substitution de la condamnation morale au débat et à l'acceptation du conflit politique. Cette thèse fera du bruit puisqu'elle prend à rebrousse-poil à la fois le discours des élites politiques et médiatiques européennes, de droite ou de gauche, et les courants dominants de la philosophie politique contemporaine qui jugent possible et souhaitable de restreindre le champ du politique à la quête d'un consensus rationnel. Or, cette dilution du conflit et du politique, n'est-ce pas par excellence le corollaire et le facteur auto-entretenant du chaos ?

S'agit-il seulement de chaos ? Il n'est pas facile de savoir que penser de la thèse développée par *Philippe Zarifian*, mais, à coup sûr, elle « interpelle » comme on dit. Nous serions à l'en croire déjà en état de guerre général, dans une sorte de Troisième Guerre mondiale larvée. Une guerre difficile à repérer parce qu'elle n'oppose pas, classiquement, un État à un ou plusieurs autres, mais

8. Au moment de sa rédaction et de sa parution, le livre d'A. Joxe pouvait sembler très isolé. Quelques mois après, on ne compte plus les analyses qui, comme lui, attestent de l'ampleur de la conversion des élites américaines à l'idée de leur vocation à la domination impériale du monde. Sur ce point, on lira notamment l'entretien de Pierre Hassner avec l'équipe d'*Esprit* dans le numéro d'août-septembre 2002, et l'article de Philip S. Golub « Tentation impériale » (dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2002). Plus récemment encore, dans *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain* (Gallimard, 2002), Emmanuel Todd explique – de manière sans doute discutable (ne sous-estime-t-il pas la puissance industrielle et économique intrinsèque des États-Unis ?) mais fort suggestive – comment la quête américaine de l'hyperpuissance est en fait le signe et la contrepartie d'une faiblesse croissante des États-Unis, de plus en plus dépendants du reste du monde, et entrés dès lors dans une logique erratique. « Les États-Unis sont en train de devenir pour le monde un problème. Nous étions plutôt habitués à voir en eux une solution », écrit-il en une formulation parlante, au début de son ouvrage.

des couches de la population à des États ou à d'autres couches de la population. Elle n'est plus, là encore, une guerre politique mais – comme l'a proclamé George W. Bush – la guerre du Bien contre le Mal, qui percole en cascades dans tous les États du globe sous la forme d'un discours sécuritaire généralisé. Où l'on voit, ici aussi, la morale prendre, au moins en apparence, le pas sur le politique. Une autre des raisons de l'échec de la gauche française tient à sa totale incapacité à prendre la mesure de cet enjeu et à en dire quoi que ce soit. De même, avons-nous vu, qu'elle ne sait pas quoi dire de l'Europe.

Mais qui sait quoi dire de quoi, désormais ? Où trouver une parole qui engage effectivement quelque chose et ait prise sur l'effectivité historique ? Comme le montre très bien *Marie-Dominique Perrot*, dans un patient et éclairant exercice de démontage d'un des innombrables textes produits par les grandes organisations internationales, celles-ci produisent une gigantesque littérature, pétrie de bons sentiments obligés et de proclamations creuses (où l'on retrouve le problème soulevé par les déclarations de J. Chirac à Johannesburg) dont on ne voit pas qui peut les lire et encore moins y croire. Quel est le statut de cette parole qui n'est produite par personne et ne s'adresse à personne, parole automatique, fonctionnelle et creuse ? Ne s'apparente-t-elle pas à ce que l'anthropologue Marc Augé appelle des « non-lieux » (aéroports internationaux, supermarchés, grands hôtels partout interchangeables) ? N'est-elle pas la non-parole qui accompagne la multiplication des non-lieux⁹ ?

Ces rapides considérations politiques intermédiaires ne sont pas franchement exaltantes. Peut-être les choses apparaîtront-elles moins désolantes replacées en perspective historique longue. C'est ici, en ce point de retournement, que prend tout son sens la contribution de *François Fourquet* montrant de façon convaincante comment la mondialisation, processus plurimillénaire, est en marche depuis les temps les plus anciens, comment elle n'est rien d'autre, en somme, que le mouvement qui pousse sans cesse à dépasser les particularismes trop étroits pour déboucher sur la constitution d'une société mondiale qui, pour F. Fourquet, existe d'ores et déjà. L'appropriation de la mondialisation, pour employer le langage de Z. Laïdi, suppose que les Hommes commencent à se sentir et à se penser membres effectifs de cette société-monde dont ils sont déjà membres de fait. Mais il s'agit là, conclut-il, d'une « perspective de longue durée [...] une société mondiale bien gouvernée n'est pas pour demain ». Alors, d'ici là ? Les espoirs principaux reposent sur la société civile mondiale en formation¹⁰. « Les ONG, comme les firmes multinationales, naviguent sur le vaste monde ; elles posent des objectifs qui ne sont pas ceux d'une nation particulière. Écologistes, militants de la paix et des droits de l'homme, qui ont en charge la planète entière, forment la pointe avancée de cette société civile mondiale capable d'influencer les décisions qui engagent l'avenir de la Terre ; ils participent donc pleinement à la régulation du monde. Leur importance

9. Cf. sur ce point ce qu'écrit Ian Marejko, dans le n° 18 de la *Revue du MAUSS semestrielle* (2^e semestre 2001) sur ce qu'il appelle « l'alogal ».

10. Sur cette perspective, cf. J.-L. Laville, A. Caillé, P. Chanial, E. Dacheux, B. Eme, S. Latouche, *Association, démocratie et société civile*, La Découverte/MAUSS/CRIDA, 2001.

symbolique (donc leur efficacité) dépasse leur importance numérique : ils préfigurent une représentation de l'humanité en tant que peuple au-delà des États censés la représenter. » Cette vision, à la fois optimiste et nécessaire, est discutée et critiquée, amicalement mais fermement, par un collègue de F. Fourquet à Paris-VIII, *Alain de Toledo*.

Comment arbitrer leur débat ? Quels espoirs est-il légitime de placer dans la société civile associacionniste mondiale ? Nous avons prévu primitivement de consacrer à cette question toute une partie de ce numéro en présentant un dossier sur les expériences qui, un peu partout dans le monde, se réclament de l'« économie solidaire ». Mais, face au nombre et à l'importance, tant quantitative que qualitative, des contributions que nous avons reçues pour la présente livraison, il nous a semblé plus judicieux de reporter cette partie au numéro suivant, qui s'intitulera sans doute : « Une autre économie est-elle possible ? Économie informelle et économie solidaire en perspective mondiale ».

LIBRE REVUE

En attendant, les lecteurs pourront calmer leur impatience en lisant les articles qui composent la partie Libre revue du présent numéro. Le bel article de *Jocelyne Porcher*, qui fait admirablement sentir le crève-cœur que représente pour les éleveurs le passage de l'élevage à la ferme – où règnent avec les animaux, même voués à l'abattage, des rapports de réciprocité, de don/contre-don – à l'élevage industriel, purement instrumental, permet de donner un contenu concret à un des commandements du décalogue suggéré par A. Caillé et A. Insel : « Tu traiteras la nature pas seulement comme un moyen mais aussi comme une fin. » « Pas seulement comme un moyen », signifie qu'elle est bien traitée (aussi) comme un moyen. Nulle utopie là-dedans. Il faut bien vivre, et pour cela manger et tuer. Mais « pas seulement comme un moyen » : il y a une dimension de réciprocité et de respect à sauver. Si J. Porcher contribue ainsi de manière parlante à étendre le paradigme du don à la nature, *Norbert Alter* le généralise, quant à lui, au domaine de l'entreprise et de l'organisation en synthétisant une importante littérature de sociologie et d'économie des organisations. L'éclairage ainsi jeté paraîtra sans doute bientôt indispensable et comme allant de soi. Mais l'explicitation du paradigme du don suppose une clarification de l'idée même de don. À partir de quand bascule-t-on dans son registre ? Quand est-on encore dans celui de l'intérêt bien compris, qui passe par la bienveillance ? *Jacques Godbout* cerne cette question au plus près à travers une lecture très attentive, jamais faite en français, du célèbre livre d'Axelrod, *Donnant-donnant*, qui tente de montrer, avec la théorie des jeux et le dilemme du prisonnier répété, comment la réciprocité et la coopération sont susceptibles d'être engendrées, de façon purement mécanique et sans la moindre dose d'« altruisme », à partir de l'« égoïsme » des acteurs. Est-il possible, pourtant, de transformer des égoïstes en altruistes ? Non, jamais, répondait Émile Durkheim, on le sait. Et cette certitude, qui alimentait sa critique d'Edmund Spencer, est sans doute l'une des

racines les plus profondes de sa posture sociologique. On lira avec beaucoup d'intérêt, l'histoire restituée par *Christian Papilloud* des rapports avortés entre Durkheim et Georg Simmel, deux des principaux noms de la tradition sociologique qui ont tenté de faire alliance et de contracter une sorte de mariage d'intérêt. Mais non, décidément, l'alliance n'a pas pris. Elle était commandée par des considérations trop tactiques et instrumentales pour pouvoir aboutir. Confirmation qu'on ne transforme pas des égoïstes en altruistes. Mais est-ce bien le problème ? Ce couple de notions dichotomiques n'est-il pas à la source de toutes les erreurs théoriques et de tous les échecs psychologiques dès lors que le sujet entend camper sur l'un ou l'autre de ces bords opposés et intenable ? Sur ce point, la traduction du socialiste Pierre Leroux et de l'anthropologue Marcel Mauss dans le langage de la psychanalyse de Paul Diel à laquelle se livre *Bruno Viard*¹¹ est particulièrement éclairante. Réconcilier l'altruisme et l'égoïsme, cesser de les disjoindre, de les dichotomiser et de les opposer, comme nous y invite B. Viard, n'est-ce pas la clé d'une possible « économie solidaire » ? Pour le savoir, rendez-vous au prochain numéro.

11. Le texte reproduit ici est l'introduction de son livre, *Les trois neveux, ou l'altruisme et l'égoïsme réconciliés*, paru aux PUF en 2002.